



La lettre d'U&A 64

N° 90

Unitaires et déterminés, il nous faut avancer !

Dans la mesure du rapport de forces actuel entre le pouvoir d'Etat et les salariés, le mois de septembre 2010 a été, somme toute, à la hauteur des enjeux. Le mois d'octobre, sur un rythme différent, ne doit pas décevoir.

Septembre a commencé brillamment par deux rassemblements puis deux manifestations dans les rues de Pau et de Bayonne le 4. L'ampleur de ces rassemblements et de ces manifestations a été tout à fait satisfaisante. La FSU a pris toute sa part dans l'organisation de ces rassemblements. Et, dans la FSU, notre courant de pensée départemental avait pris énergiquement position dès le 29 juillet, dans le numéro 89 de la lettre U&A FSU 64. Le discours de Grenoble venait de faire éclater, la veille dans l'après-midi, la bombe xénophobe dont le président de la République paie maintenant, plusieurs semaines plus tard, les conséquences. Il avait parié sur le racolage de l'extrême droite. Il avait méprisé la Constitution, ignoré les leçons de l'Histoire et méconnu l'attachement du peuple à ses valeurs républicaines et solidaires.

Cela ne devant servir principalement que de procédé d'enfumage pour tenter d'occulter l'étape législative de l'offensive majeure : les retraites, la riposte populaire à cette honte annoncée a déblayé le terrain et permis qu'on entre très vite dans le vif du sujet.

Le SNES-FSU n'a pas reculé devant l'initiative audacieuse d'une grève de rentrée le 6 octobre : Il a eu raison et cet appel, quelle que fût l'ampleur du mouvement de grève, a marqué et marquera encore plus fort le début d'une année qui s'annonce très chaude. L'importance de la grève interprofessionnelle du 7 s'est inscrite de fait dans une séquence de grèves et de luttes qui s'est poursuivie le 23 et a su trouver, le 2 octobre, un relais massif et élargi dans des manifestations un samedi, sans grève, pour permettre aux hésitants et à ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts, d'apporter leur contribution à ce mouvement lent et encore hésitant. Les organisations d'étudiants commencent à percevoir l'urgence de faire entrer leurs adhérents dans une action qui les concerne au premier chef. Tout permet de penser que ce mouvement va s'élargir et trouver l'élan qui lui manque encore un peu. Pendant tout ce temps, ni les organisations syndicales, la FSU d'abord, ni divers collectifs attachés à la défense des retraites, n'ont attendu benoîtement que les choses avancent toutes seules. Les réunions d'explication, les publications, les débats se sont multipliés pour contrebattre la propagande gouvernementale fondée sur l'inéluctabilité de sa réforme et sur l'explication simpliste : on vit plus vieux, on travaille plus longtemps.

Une première victoire a été obtenue, la principale, qui permettra la suivante. Les Français ne croient plus au discours présidentiel ni au discours gouvernemental et patronal, relayés par une grande partie de la presse. Ils savent maintenant qu'on peut faire autrement, qu'il n'est pas normal de faire travailler plus longtemps des salariés épuisés par des conditions de travail dégradées, accablés par des salaires bas et durement frappés par la destruction des services publics. L'Humanité publiait samedi un sondage montrant que 71 % de l'ensemble des Français étaient favorables au mouvement syndical de défense des retraites, contre 4 % hostiles. Un autre sondage indique que seulement 26 % des Français (de souche ?) ont une opinion favorable du président de la République.

Ces éléments d'évolution des idées des salariés, et même, au-delà, la persistance, voire l'élargissement du mouvement actif d'expression des salariés (grèves et manifestations) pour refuser cette réforme, en dépit de rythme lent imprimé jusqu'ici à ce mouvement depuis un mois, l'annonce probable d'entrée dans l'action des étudiants et d'autres représentants de la jeunesse, le fait enfin que la CES pose quand même quelques questions intéressantes sur la légitimité pour le patronat et les gouvernements d'imposer partout en Europe des contre réformes insupportables pour les salariés*, tout cela nous donne une grande responsabilité. Nous ne pouvons pas décevoir les millions de salariés qui s'engagent dans des luttes. Nous ne pouvons pas décevoir des centaines de milliers de salariés des Fonctions Publiques qui voient leurs statuts attaqués, la précarité galoper, les suppressions de postes s'emballer, les missions dégradées et mélangées, les salaires bloqués et même baissés avec l'augmentation inacceptable du prélèvement pour les retraites.

Une stratégie intersyndicale a été construite depuis plusieurs mois maintenant. Elle fonctionne. Notre analyse commune est que le seul espoir d'imposer notre voix face à ce pouvoir est la construction d'un très large rapport de forces en notre faveur. Cela existe toujours. Cela avance. Plusieurs organisations de l'intersyndicale ont perdu l'espoir d'obtenir les miettes revendicatives qui leur auraient permis de crier victoires seules et de rompre l'unité. Nous en avons eu des exemples explicites lors de nos réunions intersyndicales à Pau.

Ce qui importe maintenant, c'est d'imprimer un rythme plus soutenu et plus vif à nos actions en nous appuyant sur la réalité des rassemblements et des manifestations. Par ailleurs, le gouvernement poursuivant sans désenrayer les autres contre-réformes, il nous est plus facile de montrer qu'on ne peut pas tergiverser et attendre quelque chose...plus tard : la sécurité sociale, les salaires, les logements sociaux : tout montre que le pillage s'accélère et qu'il faut monter d'un cran.

Il nous fait expliquer, expliquer sans cesse, partout dans nos organisations de base. Il faut préparer à un mouvement plus dur et plus difficile financièrement. L'enjeu est considérable. Certains parlent de mère des réformes, d'autres de possibilités d'actions brutales du président de la République. Ce qui est certain, c'est que nous ne pouvons pas nous payer le luxe de paresse dans cette lutte. Une défaite ici serait très lourde de conséquences, à tous points de vue.

Certains essaient de nous amener vers une action plus volontariste, détachée de l'action intersyndicale. Rien ne nous interdit de travailler dans nos syndicats à l'élévation de la lutte dans les syndicats de la FSU. Mais rien ne doit nous faire oublier que c'est la division syndicale qui a permis au gouvernement et au patronat de gagner dans des luttes précédentes pour défendre les retraites. Nous sommes le courant unitaire de la FSU. C'est le moment de montrer que c'est vrai et aussi de montrer que l'unité n'est pas une soumission à un confort revendicatif moyen, mais bien une lutte offensive pour faire partager nos conceptions stratégiques.

U&A FSU 64, le 3 octobre 2010

** Le 29 septembre, la FSU 64 a participé, dans le cadre de cet appel de la CES et en solidarité avec la grève générale lancée par les Commissions Ouvrières et l'UGT, à la manifestation de Pampelune et a pris la parole au nom de l'intersyndicale régionale au meeting de fin de manif, devant 10 000 travailleurs.*